

Le dépérissement de la famille close, image directe de l'atelier artisanal, ne passe pas seulement par une évolution organique et une réforme juridique, mais aussi par une véritable révolution sexuelle dans l'ensemble de la jeunesse. Ce qui implique en particulier l'absence de poursuites policières contre l'homosexualité et les perversions sexuelles dont les racines sociales et psychiques sont de plus en plus précisément connues. Le bonheur sexuel doit affranchir l'individu du cortège de complexes et de névroses engendrés par la répression de l'instinct sexuel dans la morale religieuse et bourgeoise, ou par son expression dévoyée dans la pornographie n'est que le revers de cette morale. Mais la révolution sexuelle suppose aussi que soit dépassée la contradiction entre une vie sexuelle libre et l'intérêt démographique dicté par le développement des forces productives dans un seul pays, la constitution de main-d'oeuvre de réserve à l'occasion transformable en piétaille militaire.

La libération sexuelle de la jeunesse est donc intimement liée au sort de la révolution mondiale et à une politique massive de construction de logements sans laquelle les conditions élémentaires même de cette libération n'existent pas.

7 ) L'ensemble de ces mesures ne constitue pas un simple élargissement de la démocratie bourgeoise, ou le simple retour à une démocratie « renouvelée » ou « véritable » compatibles avec le maintien de l'Etat bourgeois. Elles sont les premiers pas dans un monde nouveau. Elles présupposent l'anéantissement, la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois et son remplacement par un pouvoir prolétarien.

Ce pouvoir de la société de transition, la dictature du prolétariat, n'est pas le monopole d'un parti, quel qu'il soit. Il est exercé par des comités nationaux et régionaux de délégués élus et révocables des conseils d'usine, d'entreprises, d'établissements.

Ces comités s'appuient sur les conseils qui sont l'émanation directe des travailleurs sur leurs lieux de travail, et sur les comités d'action de quartier ou les comités de ménagères surgis à leur côté lors de la crise révolutionnaire. C'est ainsi la classe ouvrière elle-même qui avec ses alliés détient l'exercice direct du pouvoir.

Au sein des organes de pouvoir, le parti agit comme un animateur permanent et une source vive d'initiatives.

L'histoire ne marche pas d'un pas égal. Devant les obstacles et les difficultés, elle piétine, hésite, tend parfois à reculer. Le parti, dans la mesure où il regroupe les éléments les plus conscients et les plus dévoués de la classe, endigue les vagues de démoralisation et résiste à la baisse d'activité. Il incarne la permanence du but révolutionnaire dans l'organe de pouvoir autonome de la classe.

De plus, la classe ouvrière n'exerce pas seule le pouvoir, mais avec des couches sociales telles que la petite bourgeoisie intellectuelle ou rurale qu'elle s'efforce de gagner comme alliées lors de la révolution. Devant les difficultés inévitables, elle subira la pression ou l'influence dissolvante de ces couches. C'est pourquoi il importe au premier chef que le parti continue à défendre les intérêts du prolétariat dans son ensemble, non d'un point de vue partiel et immédiat mais d'un point de vue global et historique.

Les alliés qui se rangent aux côtés du prolétariat et sous sa direction lors de la révolution ne renoncent pas pour autant complètement à leurs intérêts propres. Le prolétariat lui-même n'est ni socialement ni idéologiquement homogène.

Enfin, la révolution socialiste étant la première tentative d'action collective consciente des hommes sur leur propre histoire, il est inévitable et normal que des divergences apparaissent sur le cours, l'avenir, et les lendemains de la révolution ; même lorsque s'estompé un jour la division de classe de la société, les hommes verront s'ouvrir à eux plusieurs voies possibles vers le futur et se grouperont pour défendre leurs choix.

C'est pour cet ensemble de raisons que nous sommes pour le respect du pluripartisme sous la dictature du prolétariat.

De même que nous sommes pour le respect du droit de tendance au sein même du parti ; c'est en effet le meilleur moyen d'assurer par le débat interne organisé, la prise de conscience des contradictions de l'heure, l'élaboration commune des solutions conformes aux intérêts de la classe.

Nous considérons que c'est le thermidor stalinien qui a transformé en norme de fonctionnement le parti unique sans droit de tendance, alors qu'à l'origine il ne s'agissait que d'une mesure d'exception propre à la période de guerre civile que traversait la révolution russe.

Les soviets de la révolution russe exprimaient l'alliance fondamentale entre la classe ouvrière et la paysannerie, ou la paysannerie et le prolétariat sous l'uniforme à travers les soviets de soldats.

Le pouvoir politique y était distinct du pouvoir économique dans les entreprises, embryonnaire et éphémère en raison de la faiblesse numérique et de l'imaturité du prolétariat industriel, surtout après la saignée de la guerre civile. De nos jours, pouvoir politique et économique peuvent pratiquement être d'emblée confondus sous la forme des conseils d'usine dans la mesure où les principaux alliés de la classe ouvrière (techniciens, ingénieurs, intellectuels), trouvent directement leur place dans ce réseau d'organes de pouvoir. Il n'en ressort que mieux la nécessité, dans la période de transition, de maintenir des organisations syndicales distinctes et indépendantes du pouvoir d'Etat comme instruments d'expression et de défense des intérêts propres des ouvriers. Leur tâche principale est d'amener des masses de plus en plus nombreuses de travailleurs du rang à la direction de la vie économique, d'éduquer en permanence de nombreux travailleurs et de les préparer à participer à l'organisation de la production.

8 ) Dans la mesure où la révolution socialiste passe par la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois, elle passe par la destruction de ses piliers et de ses appendices. C'est pourquoi l'une des premières tâches de la dictature du prolétariat consistera à briser la caserne en tant qu'instrument de dressage et d'embrigadement de la jeunesse par la bourgeoisie, et à la remplacer, si subsiste un danger de contre révolution armée, par une armée rouge populaire composée de travailleurs, émanant des milices ouvrières organisées sur les lieux de travail, et qui ne saurait être qu'une armée en voie de disparition.

De même, la dictature du prolétariat devra détruire l'énorme appareil de la justice bourgeoise qui veut dissimuler derrière la prétendue objectivité des juges, la partialité forcenée des lois forgées et dictées par la bourgeoisie à son propre usage, selon lesquelles ils jugent. Au labyrinthe de la juridiction bourgeoise qui décourage par sa complexité les travailleurs et avantage la bourgeoisie aidée par ses bataillons de juristes et d'avocats coûteux, le pouvoir prolétarien oppose le *tribunal national unique élu* par les travailleurs en leur sein et révocable, et la *gratuité d'un service de conseil juridique*.

Mais le pouvoir prolétarien ne pourra se contenter de modifier la structure de la justice. Il devra en transformer profondément le contenu. L'importance croissante prise par le droit pénal à l'époque du capitalisme montre qu'il est un instrument de domination et d'oppression aux mains de la bourgeoisie. De ce point de vue la juridiction pénale n'est qu'un appendice de l'appareil de police et d'instruction « La juridiction criminelle de l'Etat bourgeois est la terreur de classe organisée qui ne se distingue des soi-disant mesures exceptionnelles de guerre civile que d'un certain degré » (Pasukanis).

La notion de culpabilité sur laquelle repose cette juridiction présuppose que les individus sont responsables et agissent en pleine conscience dans une société dont le mécanisme les étouffe et les accable, les enchaîne à leur travail tout en les privant du produit de ce travail, réprime et canalise leurs besoins au lieu de les satisfaire.

Dans la peine proportionnée à la culpabilité, « c'est l'expression arithmétique qui caractérise la rigueur de la sentence : tant et tant de jours et de mois de privation de liberté, amende de tel et tel montant, perte de tels ou tels droits. La privation de la liberté pour une durée déterminée par la sentence est la forme spécifique dans laquelle le droit pénal moderne, c'est-à-dire bourgeois-capitaliste, réalise le principe de réparation équivalente. Cette forme est inconsciemment mais profondément liée à la représentation de l'homme abstrait et du travail humain abstrait mesurable par le temps. Ce n'est pas un hasard si cette forme de peine s'est introduite et fut considérée comme naturelle au XIXème siècle précisément, c'est-à-dire à une époque où la bourgeoisie a pu développer et affirmer toutes ses caractéristiques (...). Pour que l'idée de la possibilité de réparer le délit par une quantité donnée de liberté ait pu naître, il